



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

<p>SECRETARIAT GENERAL  Service des Ressources Humaines  <b>Sous-direction mobilité, emplois, carrières</b>  <b>Bureau de coordination de la paie et des régimes indemnitaires</b>  78, rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP  Suivi par : Laurent NOUCHI  Tél. : 01.49.55.80.08</p>	<p><b>NOTE DE SERVICE</b>  <b>SG/SRH/SDMEC/N2008-1240</b>  <b>Date: 27 octobre 2008</b></p>
---	---

Date de mise en application : 21 février 2008

📄 Nombre d'annexe : 1

**Objet :** Garantie individuelle du pouvoir d'achat – mise en place au ministère de l'agriculture et de la pêche

**Bases juridiques :**

Décret n°2008-539 du 6 juin 2008 relatif à l'instauration d'une indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat

Circulaire n° 2164 du 13 juin 2008 relative à la mise en oeuvre du décret n°2008-539 du 6 juin 2008

Additif à la circulaire n° 2164 du 13 juin 2008 relative à la mise en oeuvre du décret n°2008-539 du 6 juin 2008 (en cours de parution)

**Mots-clés :** GIPA, indemnité

Destinataires
Administration centrale Services déconcentrés Etablissements d'enseignement agricole

## I. Présentation de la GIPA

### a) Définition et mode de calcul

La mise en place de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) résulte du relevé de conclusions salariales du 21 février 2008 relatif au dispositif de garantie du pouvoir d'achat du traitement indiciaire dans la fonction publique :

"un dispositif général de garantie du pouvoir d'achat du traitement indiciaire applicable sur la durée de la législature sera mis en place. Ce dispositif n'a pas vocation à être pérenne, des mesures spécifiques étant prévues pour en traiter les causes."

La GIPA résulte d'une **comparaison** entre l'évolution du traitement indiciaire brut (TIB) de l'agent sur une période de référence de quatre ans et celle de l'indice des prix à la consommation (hors tabac et en moyenne annuelle) sur la même période. Si le TIB de l'agent a évolué moins vite que l'inflation, une indemnité – la GIPA - du montant brut équivalent à la perte de pouvoir d'achat ainsi constatée est versée **à chaque agent concerné**.

Pour la première année d'application, la période de référence est fixée du 31 décembre 2003 au 31 décembre 2007.

L'inflation prise en compte pour le calcul est de 6,8%.

Le TIB 2003 est calculé en prenant en compte la valeur moyenne annuelle du point pour 2003, soit 52,4933 €.

Le TIB 2007 est calculé en prenant en compte la valeur moyenne annuelle du point pour 2007, soit 54,3753 €.

Un simulateur de calcul de la GIPA est disponible sur le site [www.fonction-publique.gouv.fr](http://www.fonction-publique.gouv.fr)

### b) Champ des bénéficiaires

Sont éligibles à la GIPA (cf. article 1<sup>er</sup> du décret) :

- les **agents titulaires** détenant un grade dont l'indice sommital est inférieur à la hors-échelle B et non détachés sur un statut d'emploi (hors ceux de catégorie C) ;
- les agents publics **non-titulaires** de l'Etat et, notamment, de leurs établissements publics, recrutés sur **contrat à durée indéterminée** et rémunérés par référence expresse à un indice ;
- les agents publics **non-titulaires** recrutés sur **contrat à durée déterminée**, rémunérés par référence expresse à un indice et employés de manière continue sur la période de référence par le même employeur public.

Par ailleurs, pour être éligibles à la GIPA,

- les fonctionnaires doivent avoir été rémunérés sur un emploi public pendant au moins trois ans sur la période de référence ;
- les agents contractuels doivent avoir été employés de manière continue sur la période de référence de quatre ans, par le même employeur public.

### c) Articulation avec les mesures précédentes – situation des agents à la retraite

Le décret n°2008-539 du 6 juin 2008 entre en application le 21 février 2008. Il abroge à cette date les mesures existantes d'indemnité de sommet de grade.

Les situations individuelles seront de nouveau intégralement examinées en 2009 et en 2011 (respectivement pour les périodes de référence du 31 décembre 2004 au 31 décembre 2008 et du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2010).

Toutefois, en 2010, la GIPA sera réservée :

- aux agents ayant atteint depuis quatre ans l'indice le plus élevé de leur grade pour la période allant du 31 décembre 2005 au 31 décembre 2009,
- aux agents bénéficiaires de la garantie en 2008 ou en 2009 et faisant valoir leurs droits à la retraite avant 2011.

### d) Situations d'exclusion ou de modulation

Elles découlent des dispositions déjà citées, notamment :

- le détachement sur un statut d'emploi à l'une des deux bornes de la période,
- la continuité de rémunération sur la période de référence pour les agents non-titulaires, qui exclut les contractuels titularisés et les fonctionnaires détachés sur un contrat,
- la rémunération par référence expresse à un indice, ce qui exclut les fonctionnaires en congé formation et les agents contractuels rémunérés par référence à un salaire nominal ou à un taux de vacation.

Par ailleurs, sont également exclus :

- les agents en poste à l'étranger à la clôture de la période de référence,
- les agents dont la baisse de rémunération résulte d'une sanction disciplinaire.

Enfin, le temps partiel ou temps incomplet est pris en compte à hauteur de la quotité de travail au 31 décembre de l'année de clôture de la période de référence.

### e) GIPA et retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP)

La GIPA est intégralement prise en compte pour la RAFP, même si l'agent cotise déjà au plafond de 20% du traitement brut.

## II La mise en œuvre de la GIPA au MAP

Les agents gérés par les bureaux de gestion du service des ressources humaines du MAP et éligibles à la GIPA percevront cette indemnité **sur la paye d'octobre** ; toutefois, ceux qui sont affectés dans les DOM la percevront sur la paye de novembre. La GIPA est identifiée sur le bulletin de paye sous le code élément 201480 (pour les titulaires) ou 201511 (pour les contractuels).

Il est possible que, malgré les contrôles effectués, la situation d'agents titulaires ayant changé d'administration pendant la période de référence n'ait pas été totalement prise en compte dans l'application automatisée de gestion des personnels. Les agents dans ce cas sont invités à contacter le bureau de gestion via leur gestionnaire de proximité.

Les services déconcentrés du MAP et les établissements sous tutelle (y compris les EPLEFPA et les établissements d'enseignement supérieur) sont invités à recenser les bénéficiaires éventuels parmi les agents qu'ils rémunèrent directement et à leur verser la GIPA avant la fin de l'année civile.

Mes collaborateurs se tiennent à votre disposition pour répondre aux questions que pourrait susciter la mise en place de ce dispositif.

La chef du service des ressources  
humaines,

Pascale MARGOT-ROUGERIE



CONSTRUISONS ENSEMBLE LA FONCTION PUBLIQUE DE DEMAIN

## LA GARANTIE INDIVIDUELLE DU POUVOIR D'ACHAT (GIPA)

### Mode d'emploi

# La GIPA

## *une garantie du pouvoir d'achat de la grille indiciaire*

Le relevé de conclusions signé par les ministres chargés du Budget et de la Fonction publique et quatre organisations syndicales, le 21 février 2008, a prévu la mise en place d'un dispositif de Garantie du pouvoir d'achat de la grille indiciaire (GIPA).

01

### COMMENT FONCTIONNE LA GIPA ?

Sur une période de référence de quatre ans, on compare **l'évolution du Traitement indiciaire brut (TIB)** de tous les agents concernés (voir ci-dessous) et celle de l'Indice **des prix à la consommation (IPC hors tabac)**. Si le traitement a évolué moins vite que l'inflation, une indemnité d'un montant brut équivalent à la perte de pouvoir d'achat ainsi constatée leur est versée. Le montant attribué est soumis au régime social et fiscal des primes et indemnités. Il est **pris intégralement en compte au titre du Régime additionnel de retraite** de la Fonction publique (RAFP).

02

### QUI EST CONCERNÉ ?

Ce dispositif, de nature indemnitaire, est **applicable aux trois fonctions publiques**. Il concerne tous les fonctionnaires titulaires civils ainsi que les magistrats et les militaires détenant un grade dont l'indice est inférieur ou égal à la HEB. Il s'applique également aux agents recrutés sur contrat – **CDD et CDI** – au sein des trois fonctions publiques.

03

### LA GIPA EN 2008, 2009, 2010 ET 2011

**Dès 2008** – comme vous pourrez le constater sur votre fiche de paye – afin de compenser les pertes de pouvoir d'achat constatées sur la période allant du 31/12/2003 au 31/12/2007, on examine les situations au cas par cas.

Les situations individuelles seront réexaminées en **2009** et en **2011**. La garantie portera donc sur la période du 31/12/2004 au 31/12/2008, au titre de la garantie versée en 2009, et sur la période du 31/12/2006 au 31/12/2010, au titre de la garantie versée en 2011.

En outre, en **2010**, la GIPA ne pourra être versée qu'aux agents des catégories A (détenant un grade dont l'indice sommital est inférieur ou égal à la hors échelle B), B et C qui ont atteint depuis quatre ans l'indice le plus élevé de leur corps ou cadre d'emplois, ou l'indice le plus élevé du premier grade ou d'un grade intermédiaire de leur corps ou cadre d'emplois, pour la période du 31 décembre 2005 au 31 décembre 2009.

Les fonctionnaires civils, magistrats et militaires et agents contractuels bénéficiaires de la garantie en 2008 ou en 2009, et faisant valoir leurs droits à la retraite avant 2011, bénéficieront de la GIPA en **2010**, pour la période du 31 décembre 2005 au 31 décembre 2009.

**04**

## COMMENT SE FAIT LE CALCUL ?

**La formule du mécanisme est la suivante :**

Soit G, le montant de la garantie individuelle :  $G = \text{TIB de l'année de début de la période de référence} \times (1 + \text{inflation sur la période de référence}) - \text{TIB de l'année de fin de la période de référence}$ .

L'inflation prise en compte pour le calcul est l'inflation moyenne sur la période de référence exprimée en pourcentage.

Le TIB de l'année pris en compte correspond à l'indice majoré détenu au 31 décembre de chacune des deux années bornant la période de référence, multiplié par la valeur de la moyenne annuelle du point pour chacune de ces deux années.

**Un calculateur est disponible sur le site [www.fonction-publique.gouv.fr](http://www.fonction-publique.gouv.fr) rubrique « les grands dossiers » puis « pouvoir d'achat ».**

**05**

## QUI EN EST EXCLU ?

**Ne pourront prétendre à la GIPA :**

- les fonctionnaires rémunérés sur la base d'un ou des indices détenus au titre d'un emploi fonctionnel (personnes ayant des responsabilités particulières d'encadrement) sur une des années bornes de la période de référence, à l'exception des emplois fonctionnels ouverts aux agents de catégorie C ;
- les agents en poste à l'étranger au 31 décembre de l'année qui clôt la période de référence ; car leurs primes intègrent le coût de la vie du pays dans lequel ils sont en poste ;
- aux agents ayant subi, sur une des périodes de référence, une sanction disciplinaire ayant entraîné une baisse du traitement indiciaire.

**06**

## LES AGENTS À TEMPS NON COMPLET PEUVENT-ILS EN BÉNÉFICIER ?

**Oui.**

Pour les agents à temps non complet ayant un employeur unique, le montant de la garantie est attribué à hauteur de la quotité travaillée au 31 décembre de l'année qui clôt la période de référence.

Les agents à temps non complet ayant plusieurs employeurs et qui bénéficient de rémunérations indicées versées par chaque employeur sont éligibles, sur la base de chacune de ces rémunérations, au versement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat dans les conditions prévues par les articles ci-dessus pour la quotité travaillée pour chaque employeur au 31 décembre de l'année qui clôt la période de référence.

**07**

## **LES AGENTS CONTRACTUELS PEUVENT-ILS EN BÉNÉFICIER ?**

**Oui sous la réserve suivante :**

Les agents contractuels doivent avoir été employés de manière continue sur la période de référence de quatre ans prise en considération, par le même employeur public.

**08**

## **UN AGENT AYANT EFFECTUÉ UNE MOBILITÉ DURANT LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE PEUT-IL EN BÉNÉFICIER ?**

**Oui. C'est le dernier employeur qui collectera l'ensemble des informations concernant l'agent.**

Lorsqu'un agent a changé d'employeur à la suite d'une mobilité au sein de l'une ou entre les trois fonctions publiques, dans tous les cas, il appartient à l'employeur au 31 décembre de l'année qui clôt la période de référence de verser la garantie à l'agent sur la base, le cas échéant, des informations transmises par le précédent employeur.

**09**

## **RÉGIME FISCAL ET RETRAITE**

**La prime est imposée comme les autres rémunérations.**

La prime sera intégralement prise en compte au titre du Régime additionnel de retraite de la Fonction publique (RAFP).

Le plafond de prise en compte des primes dans la limite de 20 % du traitement ne s'applique pas.

**10**

## **LA GIPA ET LES AUTRES PRIMES**

**Sont exclus du calcul de la GIPA :**

- l'indemnité de résidence ;
- le supplément familial de traitement ;
- la nouvelle bonification indiciaire et toutes les autres primes et indemnités pouvant être servies aux agents ;
- les majorations et indexations relatives à l'outre-mer et applicables aux traitements.